

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Jean-David Levitte
(séance du lundi 17 décembre 2011)

Jean-Robert Pitte : Vous avez évoqué l'arrogance française, qui nous est souvent reprochée. La diplomatie française n'est-elle pas effectivement trop donneuse de leçons en matière de droits de l'homme et en matière de démocratie ou d'environnement ? À cet égard, la France ne constitue-t-elle pas une exception, avec les États-Unis qui n'hésitent pas, eux non plus, à donner des leçons ? Il y a pourtant bien des pays qui, très légitimement, pourraient s'ériger en exemples, mais qui s'en abstiennent. Ainsi le Royaume-Uni, les Pays-Bas ou encore les pays scandinaves, qui pourraient parfois nous en remontrer en matière de démocratie, ne manifestent aucune « arrogance ».

Réponses: Il est vrai que nous avons une tendance assez naturelle à donner des leçons. La France est en fait un des deux pays au monde qui ont la conviction d'être porteurs de valeurs universelles, l'autre pays étant les États-Unis d'Amérique. Je disais souvent à mes amis américains que nous sommes deux pays séparés par des valeurs partagées.

À l'opposé, il est frappant de constater qu'un pays comme la Chine, riche d'une civilisation plusieurs fois millénaire, ne prétend absolument pas l'imposer à l'Occident ou à l'Afrique.

La réalité des choses est que, lorsque nous donnons des leçons, nous nous exposons en retour à des critiques et que, lorsque nous ne donnons pas de leçons, c'est en France que s'expriment avec beaucoup d'acrimonie d'autres critiques. Il y a là un juste milieu qu'on ne trouve pas facilement. Je constate simplement que plus nous sommes proches d'un pays par l'histoire et/ou la géographie, plus il est difficile de donner des leçons.

*

* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Pensez-vous que les progrès, dans un grand nombre de pays d'Europe, de ce que l'on appelle à tort ou à raison l'extrême-droite menacent l'unité européenne ?

Réponse : Il faut relativiser les progrès de l'extrême-droite. Ils ne concernent que quelques pays et dans aucun de ces pays le mouvement d'extrême-droite n'est susceptible de l'emporter, même s'il est parfois associé au gouvernement.

Depuis sa naissance, l'Europe a toujours été critiquée par les extrêmes, qu'elles soient de droite ou de gauche. Toujours est-il que, dans tous les pays qui composent l'Europe des vingt-sept, on trouve de solides majorités, parfois un peu déçues, mais toujours résolues à soutenir la construction de l'Europe.

Certes, on reproche largement à l'Europe de ne pas être suffisamment réactive ni capable de protéger les Européens contre les effets de la mondialisation. Mais qu'il me soit permis de remarquer que gouverner à vingt-sept des pays issus de cultures et de langues très différentes n'est pas chose facile. C'est un travail qui demande à chaque dirigeant en responsabilité des efforts soutenus. À ce propos, on peut évoquer le couple franco-allemand qui, s'il ne marche pas, est unanimement

accusé de laisser l'Europe en panne et qui, s'il prend des initiatives, se voit reprocher d'émettre des diktats. A tout prendre, il vaut mieux un couple franco-allemand qui prend des initiatives, comme c'est en ce moment le cas dans l'ordre de la gouvernance économique et financière.

*
* *

Alain Besançon : Les fuites de Wikileaks ont montré que, sur beaucoup de sujets, la diplomatie occidentale raisonnait sainement, mais est-il de bonne diplomatie de laisser un écart trop grand s'établir entre l'opinion interne du corps diplomatique et ce qui est exprimé publiquement par les plus hautes autorités de l'État ?

Ainsi, une décision a été prise de vendre des bateaux de guerre à la Russie, décision qui inquiète les pays baltes, la Géorgie et la Pologne. Était-il nécessaire que nous affirmions en même temps que la Russie est une *démocratie* ? Fallait-il donner ce plaisir à la Russie en plus de lui vendre des bateaux de guerre ? Ne risquons-nous pas, par ce certificat de bonne conduite, auquel, j'espère, nous ne croyons pas, de troubler ceux qui jugent autrement de la situation et d'inquiéter une nouvelle fois nos alliés, souvent portés à douter de la solidarité de la France ? On a invoqué aussi l'argument que cela donnait du travail à notre industrie militaire, mais cela vaut-il la peine de supporter le coût politique et même moral de cette attitude ?

Réponse : Wikileaks n'est pas une catastrophe, mais c'est un embarras, principalement pour les diplomates américains qui voient soudainement sur la place publique des télégrammes qu'ils avaient rédigés en toute franchise en pensant que le secret en serait préservé. Il convient de souligner qu'il est important de pouvoir dire franchement à nos autorités les choses telles que nous les voyons, mais on ne peut pas toujours les dire à la face du monde. Plus de franchise publique nuirait aux bonnes relations. Il y a un équilibre à trouver entre dire publiquement ce qu'on pense et continuer à dialoguer.

En ce qui concerne la vente de bateaux Mistral à la Russie, je remarquerai tout d'abord que ce ne sont pas vraiment des bateaux de guerre. Ce sont des bateaux construits dans des chantiers navals civils et destinés au transport de véhicules.

Pour ce qui est de la Russie, nous pensons qu'elle évolue vers davantage de démocratie. On peut certes en débattre, mais il suffit de comparer la Russie d'aujourd'hui avec celle de naguère pour s'en convaincre. Il vaut assurément mieux être Russe - ou Chinois - aujourd'hui qu'il y a trente ans. À nos yeux, la Russie a vocation à se rapprocher de l'Union européenne.

Vous conviendrez qu'il est difficile de demander à la Russie de nous accompagner - par exemple en envoyant des hélicoptères et autres moyens de transport au Tchad - et de lui refuser qu'elle puisse s'équiper. Sans doute, certains voisins de la Russie peuvent s'inquiéter. Toutefois, on remarquera qu'il n'est pas besoin des Mistral pour faire franchir à des troupes russes la frontière avec la Géorgie ou avec les pays baltes. Du reste, l'avenir des pays baltes est assuré par leur appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN. Et ce sont des avions français qui patrouillent au-dessus des territoires des trois pays baltes pour assurer une sécurité qu'ils n'ont pas les moyens d'assurer seuls. Quant à la Géorgie, si son président est toujours en place, c'est principalement grâce à l'intermédiation du Président Sarkozy.

*
* *

Xavier Darcos : On a le sentiment, en vous écoutant évoquer par exemple le rapprochement de la Russie avec l'Union européenne, que la politique internationale s'oriente de plus en plus selon un axe est-ouest : Chine, Russie, Europe, États-Unis. Il semble que le volet nord-sud ait quelque peu disparu de nos préoccupations, ce qui n'est pas sans danger. Notre obsession de la gouvernance économique mondiale ne nous pousse-t-elle pas à nous détourner du problème beaucoup plus grave que constitue le décalage grandissant, en termes de démographie et en termes de croissance, entre les pays du Nord et ceux du Sud ?

Réponse : Permettez-moi de rappeler tout d'abord que la dimension mondiale, c'est la dimension nord-sud. C'est l'Inde, où le Président de la République a fait une visite de quatre jours il y a quelques semaines ; c'est le Brésil, où il s'est rendu à plusieurs reprises ; et c'est bien sûr aussi l'Afrique.

La double présidence qui revient à la France cette année, celle du G20 et celle du G8, permettra de montrer que le rôle du G20 n'est pas seulement d'améliorer le fonctionnement de l'économie globale ; il est aussi de répondre aux aspirations des pays émergents. Nous devons en effet une réponse à ces pays qui réclament la place qui leur est due et qui vont devoir assumer davantage de responsabilités. Ils ont pu obtenir une meilleure représentation au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale, mais ils attendent davantage encore, notamment à l'ONU.

Il n'y a toutefois pas que les pays émergents. Il y a tous les autres et, notamment, les pays africains, qui seront une priorité de la présidence française du G20 et du G8. Le Président de la République se rendra le 30 janvier à Addis-Abeba pour participer au sommet de l'Union africaine et se mettre à l'écoute des cinquante pays africains.

Parmi les priorités de la double présidence française, il y a la réforme du système monétaire international, mais aussi la lutte contre l'excessive volatilité du prix des matières premières, en particulier agricoles et énergétiques. Il faut en effet savoir que les premières victimes des pics de prix des matières premières sont les pays les plus pauvres. Cela s'est traduit en 2008 par des émeutes de la faim à Dakar, à Haïti et dans d'autres pays.

*
* *

Thierry de Montbrial : Pour construire l'Europe puissance que nous appelons de nos vœux, il faudra sans doute encore plusieurs décennies. Ce que nous avons accompli en soixante ans est certainement remarquable, mais personne ne peut s'attendre à ce qu'il y ait une Europe puissance dans les quinze ans à venir.

Lorsque vous avez évoqué la boîte à outils, je m'attendais à ce que vous parliez des aspects proprement matériels de l'outil diplomatique, particulièrement en France où il y a eu une polémique très vive à ce sujet ces derniers mois. Pourquoi les Présidents de la V^e République successifs, après Pompidou, ont-ils laissé se dégrader l'outil diplomatique par une diminution constante des budgets ?

Par ailleurs, qu'est-ce qu'un bon ministre des Affaires étrangères aujourd'hui ? Pourquoi la France ne choisit-elle pas toujours des ministres des Affaires étrangères dont on pourrait penser qu'ils sont les plus qualifiés pour occuper cette fonction ?

En ce qui concerne le métier de diplomate, il y a cette phrase que l'on prête à François Mitterrand : « J'entre par leur porte ; ils sortent par la mienne ».

Vous avez parlé des diplomates comme on parle des militaires, en disant qu'ils exécutaient des instructions. Mais les diplomates ne se contentent pas de recevoir des instructions, ils contribuent aussi à les définir. Pourriez-vous nous éclairer sur cette interaction, sur la façon dont se définissent les instructions, compte tenu du temps d'apprentissage assez long dont ont besoin la plupart des chefs d'État pour bien comprendre les affaires internationales ?

Réponse : L'Europe puissance est un rêve très français, mais il serait faux de croire que l'on ne progresse pas. Il est parfois bon de regarder en arrière : le chemin parcouru en cinquante ans est considérable. Par contre, si l'on se tourne vers l'avenir, le rythme de progression apparaît toujours trop lent par rapport aux attentes des marchés, des peuples et même des dirigeants français ! Néanmoins, en créant par le Traité de Lisbonne, voulu par la France, le poste de président stable du Conseil européen et le poste de « ministre des Affaires étrangères » avec un service diplomatique européen intégré, que dirige notre collègue Pierre Vimont, on a créé deux outils d'une Europe puissance. Sans doute, les outils ne suffisent pas et il faut y ajouter une volonté, mais celle-ci nous sera, comme dans le domaine économique et financier, progressivement imposée par la nécessité. En effet, si nous n'avons pas cette volonté, nous serons laminés.

En ce qui concerne l'outil diplomatique français, les diplomates français ne sont pas plus maltraités que leurs collègues anglais, allemands, italiens ou autres, dont certains, parfois, se mettent en grève. Les temps sont difficiles et, partout, tous les ministères sont peu ou prou soumis à des contraintes budgétaires fortes. Mais il est vrai que nous sommes arrivés à un niveau budgétaire en dessous duquel il ne faut pas descendre sous peine d'amputer la capacité du corps diplomatique à servir efficacement l'État.

Qu'est-ce qu'un bon ministre des Affaires étrangères ? Michèle Alliot Marie !

Les diplomates sont au service du chef de l'État, véritable architecte de la politique étrangère de la France depuis l'adoption de la constitution de 1958. À partir de là, il existe un véritable continuum entre le Président de la République et l'équipe élyséenne, d'une part, et le cabinet du ministre et ses services, d'autre part, avec un mouvement dans les deux sens. Une initiative, c'est une idée qui circule, qui mûrit lentement, soit qu'elle vienne du chef de l'État, soit qu'elle monte vers lui et soit approuvée par lui. En tout état de cause, c'est le chef de l'État qui incarne la France dans sa politique étrangère et dans ses orientations, avec, à ses côtés, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères.

*

* *

Bernard Bourgeois : Votre synthèse a opposé, au tableau du négatif concernant la construction européenne et la réconciliation du monde, un optimisme prudent et éclairé du vouloir. Deux raisons m'amènent à m'interroger. Sauf, assurément, la France et l'Allemagne, il me semble que beaucoup d'États qui ont adhéré à l'Europe l'ont fait parce qu'ils ne pouvaient pas ou ne voulaient pas régler

eux-mêmes leurs problèmes. L'union des forts renforce les forts, mais l'union des faibles n'affaiblit-elle pas les faibles ? Si l'on n'invoque pas comme porteur de la construction européenne la volonté négative que j'évoque, mais la nécessité, on peut se demander si des choses positives peuvent en naître.

Parmi les raisons multiples qui sous-tendent votre attitude face à la construction de l'Europe, en est-il une prédominante et si c'est le cas, quelle est-elle ?

Réponse : Si nous n'étions pas capables de faire l'Europe, aucun de nos pays n'aurait plus la capacité de jouer un rôle à l'échelle de la planète. Cela vaut pour la France, pour l'Allemagne et pour les autres pays.

La réconciliation franco-allemande n'a en aucun cas été le fruit de la simple nécessité. Il y a fallu la volonté du général De Gaulle et du chancelier Adenauer. Je renvoie au chapitre des *Mémoires* que le Général a consacré à la première rencontre à La Boisserie. Cette volonté a abouti à une réussite éclatante, comme en témoignent les sondages faits en Allemagne et en France : pour la très grande majorité des Allemands, le meilleur ami de l'Allemagne est la France ; pour les Français, les plus proches alliés de la France sont les Allemands. Il y a un demi-siècle, on était très loin de cette appréciation réciproque. En mettant en œuvre de façon systématique le Traité de l'Élysée, on a construit le socle de l'amitié franco-allemande et, du même coup, celui de la construction européenne.

Il faut du reste noter que ce raisonnement vaut aussi pour les autres pays, y compris pour la France dans sa relation avec l'Espagne. Depuis Napoléon I^{er}, la France a entretenu des relations très difficiles avec l'Espagne. Or, il a été possible de dépasser la crispation espagnole à l'égard de la France lorsque l'Espagne est entrée dans l'Europe. L'Europe apparaît donc comme un mécanisme efficace pour dépasser les antagonismes de pays à pays.

Je suis frappé par le fait que l'Europe agit comme un aimant. Quand on est dedans, on est souvent désabusé et l'on trouve que rien ne fonctionne assez bien. Mais quand on est dehors, on ne rêve que d'une chose : pouvoir entrer dedans ! Il faut savoir que ce phénomène d'élargissement progressif s'accompagne d'un rattrapage extraordinaire. Chaque année, l'Europe met en œuvre l'équivalent d'un Plan Marshall en termes de transfert budgétaire vers les pays qui nous ont rejoints récemment. Et cela est suivi d'effets.

*

* *

Georges-Henri Soutou : Pourriez-vous nous donner des indications sur la façon dont on pourrait imaginer les liens, les interactions, les correspondances entre le service diplomatique européen que vous avez évoqué et les diplomaties nationales des pays membres ?

Réponse : Le service diplomatique européen va bientôt comprendre six mille diplomates, ceux de Bruxelles et ceux des ambassades européennes à travers le monde – qui ne vont plus représenter uniquement la Commission, mais aussi l'Union européenne tout entière, y compris le Conseil, ce qui est une grande novation voulue par la France. On se dote ainsi d'un outil européen où chaque représentant est à la fois au service de l'Europe et joue le rôle de pont vers son pays. On a désormais fusionné le service de la Commission et celui du Conseil, tout en rajoutant des

diplomates venus des capitales, pour constituer à terme un « ministère des Affaires étrangères » de l'Union européenne.

La question qui se pose est moins celle des relations entre Bruxelles et les capitales européennes que celle de la bonne harmonie. Cette harmonie s'incarne dans ce qu'on appelle le COREPER, le Comité des représentants permanents à Bruxelles qui, quotidiennement, dialogue avec les représentants de Cathy Ashton.

La question pourra se poser dans vingt ou trente ans de savoir ce qu'il en sera des ambassades bilatérales par rapport à une Europe qui deviendra, comme on peut l'espérer, une Europe puissance. Pour ma part, je pense que l'Europe n'est pas un rétrécissement, mais au contraire un multiplicateur d'influence pour les pays qui ont une volonté authentique. Il n'y a donc pas lieu d'être pessimiste pour l'avenir de nos idées et de nos idéaux.

*
* *

Jacques de Larosière : Je serai plus prudent que vous ne semblez l'être en ce qui concerne l'efficacité du G20. Certes le G20 a fait preuve de son efficacité dans les périodes de crise – notamment grâce au volontarisme du Président de la République – mais si l'on regarde l'avenir, il ne me semble pas que l'idée d'avoir une meilleure surveillance multilatérale des économies et des marchés financiers soit un élément d'efficacité. Ni les États-Unis ni la Chine ne souhaitent s'engager à modifier leur propre stratégie de politique économique pour le bien commun.

Si la crise devenait telle que les États-Unis eux-mêmes, et peut-être aussi la Chine, verraient un avantage à se soumettre à une certaine forme de politique mieux harmonisée, l'efficacité de ce dispositif serait à long terme accrue s'il prenait la forme d'un traité international.

Réponse : Je partage votre analyse. Le G20 a été servi dans ses débuts par l'urgente nécessité de prendre des décisions sans lesquelles nous eussions tous été plongés dans le chaos. C'est parce que chacun avait la conviction que la solidarité était la condition essentielle de la survie que l'on a eu la capacité à prendre des décisions. Nous rentrons actuellement dans une période moins dangereuse et donc ce que je décrivais comme la difficulté dans un monde globalisé à dépasser la crispation sur les souverainetés nationales retrouve, hélas, tout son poids.

L'approche française s'efforce de dépasser ces crispations qui se sont manifestées, par exemple, entre les États-Unis et la Chine lors du dernier G20 à Séoul ou lors de l'avant-dernier à Toronto. Aussi longtemps que l'on sera dans cet affrontement, le G20 risquera d'être paralysé. Toute la difficulté pour nous est de trouver un chemin positif. Ce chemin, le Président de la République l'a proposé au président Hu Jin-Tao lorsqu'il était en novembre en France et, la semaine dernière, au président Obama à Washington. Il consiste à s'appuyer sur les outils multilatéraux qui existent, à commencer par le Fonds Monétaire International. Je prendrai l'exemple de la Chine dont l'économie joue un rôle incontournable dans l'économie mondiale, mais pas sa monnaie. Cela peut-il durer ? Certainement pas. Les Chinois peuvent-ils accepter de voir progressivement le yuan jouer un rôle ? Peut-être. J'observerai à ce sujet qu'a eu lieu, il y a quelques jours seulement, une première émission de la Banque mondiale en yuan. Le yuan ne devrait-il pas rentrer dans les Droits de Tirage Spéciaux ? Si cela se faisait, cela pourrait signifier le début d'une

internationalisation. Quelles en seraient alors les conséquences ? Voilà quelques questions qui sont l'esquisse d'une méthode positive pour progresser.

*
* *

Jean-Claude Casanova : Ma première remarque porte sur la vérité des documents diplomatiques. Dans le monde moderne, la diplomatie a intérêt à publier les documents les plus véridiques possibles. Wikileaks en Tunisie a finalement joué un rôle positif. [*fin de bande magnétique. Il manque environ 30 secondes*] L'embarras des diplomates américains est compréhensible, mais du point de vue de la Tunisie et de la démocratie, la publicité de Wikileaks a été utile. En pensant à la dépêche de l'ambassadeur de France à Varsovie en 1970, qui considérait que le mouvement Solidarnosc n'avait aucune importance, je me dis qu'il eut bien de la chance que n'existât pas alors Wikileaks, car son manque absolu de discernement a pu ainsi être, un temps, tenu secret. On a, en tout état de cause, intérêt à avoir des diplomates qui disent la vérité.

Ma deuxième remarque touche la publicité. Je voudrais faire remarquer que la France donne très peu de leçons au sujet des droits de l'homme. C'est même plutôt l'inverse. N'a-t-on pas entendu récemment un ministre des Affaires étrangères proposant que l'on aide la police tunisienne ? Je dirais néanmoins qu'il est dans la nature des démocraties de souhaiter la démocratie à l'extérieur. Aucun président des États-Unis, depuis plus d'un siècle, n'a pu se permettre d'appeler démocratie un pays qui est une dictature.

Une des raisons principales pour lesquelles Valéry Giscard d'Estaing en 1981 a perdu les élections tient à la rencontre qu'il a eue avec Brejnev, ce qui a permis à François Mitterrand de le dénoncer comme un « petit télégraphiste ». Si Giscard d'Estaing avait suivi le conseil de son ministre des Affaires étrangères qui était de ne pas aller en Pologne, il en aurait tiré des bénéfiques électoraux. D'une certaine façon, dans les démocraties, les électeurs et le système démocratique rappellent qu'un minimum est exigé dans les propos publics en matière de politique étrangère.

Vous avez dit que le problème essentiel pour l'Europe était le problème politique. Avez-vous le sentiment que, dans la phase actuelle, à cause de la crise et, particulièrement, à cause de la crise de l'euro, des progrès politiques, notamment en ce qui concerne les contrôles budgétaires, sont possibles ? En effet, ne nous berçons pas d'illusions, en termes d'opinion dans l'Europe actuelle, des progrès vers davantage de fédéralisme et d'intégration sont pratiquement impossibles. Dans la plupart des pays, les opinions politiques ne sont pas convaincues qu'un progrès soit nécessaire en matière européenne. En France, il y a une hostilité de gauche et une hostilité de droite face à l'Europe et l'addition de ces hostilités fait qu'il n'y a pas de majorité. Il faut donc, pour avancer, saisir des occasions car ce qui importe au premier chef, c'est le moment que l'on choisit pour agir. Je ne peux oublier, en voyant le portrait de Robert Schuman dans le hall du ministère des Affaires étrangères, que la déclaration de 1951 avait été préparée sans consulter le ministère des Finances et sans consulter le ministère des Affaires étrangères.

Réponse : Il est très important pour les diplomates de pouvoir dire franchement ce qu'ils pensent. Mais si l'on savait que ce que l'on dit va se retrouver dans la presse le lendemain, on serait amené à s'autocensurer. Vous avez raison de souligner à quel point il est indispensable de faire des analyses justes, mais vous

comprendrez aussi que si elles devaient être publiées, elles ne pourraient être exprimées dans les mêmes termes.

En ce qui concerne les leçons de droits de l'homme, on peut sans doute se lancer dans une compétition sympathique, mais la réalité des choses est que plus on est proche, par la géographie ou l'histoire, du pays qui appellerait des leçons, plus le qualificatif choisi est en bémol plutôt qu'en dièse. Si le président Obama, dans sa magnifique déclaration, s'était adressé aux Mexicains, et non aux Tunisiens, je ne suis pas sûr qu'il aurait choisi les mots qu'il a employés pour parler de la Tunisie. J'ai le souvenir d'ailleurs des années où les généraux d'Amérique latine n'étaient pas des démocrates exemplaires et où la grande démocratie américaine ne faisait pas entendre fortement sa voix sur les questions des droits de l'homme.

Pour ce qui est de l'Europe, je pense que la crise de l'euro, tout en étant très difficile à vivre, représente une chance. Nous sommes confrontés à la compétition féroce des pays émergents, l'Inde, la Chine, le Brésil. Si nous voulons exister comme une grande puissance, technologique, économique, financière, nous ne pouvons le faire qu'au niveau de l'Europe. L'Europe est donc nécessaire et la crise nous oblige à progresser rapidement. S'il n'y avait pas eu la crise de l'euro, sans doute ne créerait-on pas le gouvernement économique. Il y a dix-huit mois encore, les mots « gouvernement économique » valaient anathème de l'autre côté du Rhin. Aujourd'hui, non seulement nous en parlons, mais nous voulons le faire. L'Europe m'apparaît ainsi comme une formidable machine à nous tirer vers le haut, à nous rendre plus compétitifs.

La zone euro ne peut continuer à exister que si les pays qui la composent arrivent à vivre ensemble. Aux États-Unis, c'est plus facile grâce à la mobilité du travail. Quand Detroit est en faillite, les ouvriers vont au Texas ou en Californie. En Europe, quand la Grèce est en difficulté, les Grecs restent en Grèce. Il faut donc qu'ils deviennent plus compétitifs.

*

* *

Christian Poncelet : À la lumière de l'expérience, peut-on dire aujourd'hui que le peuple souverain et ses élus ont eu tort de voter l'élargissement de l'Europe à la Grande Bretagne, au Danemark et à l'Irlande, sachant que la Grande Bretagne n'a pas encore accepté la monnaie européenne et que l'Irlande pratique le dumping fiscal à l'égard de nos entreprises ?

Est-il envisageable de faire entrer la Turquie dans l'Europe ?

Réponse : L'Europe des six a été un moment de bonheur, un moment de bonheur français pourrait-on dire. On parlait tous en français, avec nos amis bénéluxiens et italiens, on bâtissait la réconciliation franco-allemande et le lancement de la construction européenne se faisait sur un mode unanimiste. Mais fallait-il rester à six ? Certainement pas. Comment pouvait-on dire non à ceux qui voulaient rentrer ? Le général De Gaulle a ralenti le mouvement pour le Royaume-Uni, mais la négociation a fini par aboutir à un accord et les peuples se sont prononcés.

Quel bilan peut-on tirer aujourd'hui de la participation du Royaume-Uni ? Il faut bien voir qu'à mesure que l'Europe s'élargissait, il devenait évident qu'elle aurait un noyau dur et des « *opt-out* », c'est-à-dire la possibilité de ne pas participer à telle ou telle entreprise plus intégrée. Ce qui vaut pour le Royaume-Uni vaut aussi pour d'autres pays, comme l'exemple de l'euro nous le montre. Nous sommes dix-sept

dans la zone euro, certains ne veulent pas rentrer, d'autres le voudraient mais ils ne sont pas prêts. Néanmoins, au-delà de l'économie et du social, le Royaume-Uni apporte beaucoup. Ainsi, dans le domaine de la défense, les budgets du Royaume-Uni et de la France représentent la moitié du total des vingt-sept pays de l'Union européenne. Sans le Royaume-Uni, l'Europe de la défense ne pourrait donc pas exister. Dans le domaine de la politique étrangère, la France et le Royaume-Uni ont bien sûr des différences, mais ce sont deux pays à vocation mondiale, par leurs anciens empires coloniaux, par leur place de membres permanents au Conseil de sécurité, par leur statut de puissances nucléaires, par leur capacité à projeter des forces à travers le monde, etc. Ce sont donc les deux pays qui peuvent le mieux porter la politique étrangère de l'Union européenne.

S'agissant de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, vous connaissez la réponse apportée par le Président de la République ; c'est clairement « non ». Nous pensons néanmoins que nous pouvons établir avec la Turquie, qui est un très grand pays, une puissance qui compte, des liens solides et amicaux et une relation très privilégiée un peu à la manière de celle qui existe entre l'Union européenne et la Norvège ou la Suisse.

*

* *